



N° 9 | 2017

Utopies, dystopies et uchronies

Varia/ Les sciences sociales au travail du commun : le savant fait politique

Sébastien JOFFRES

Édition électronique :

URL :

<https://rusca.numerev.com/articles/revue-9/502-varia-les-sciences-sociales-au-travail-du-commun-le-savant-fait-politique>

DOI : numerev_029

Date de publication : 17/06/2017

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : JOFFRES, S. (2017) Varia/ Les sciences sociales au travail du commun : le savant fait politique. *RUSCA. Revue de sciences humaines & sociales*, (9).

https://doi.org/10.34745/numerev_029

Le projet du commun vient s'opposer à deux ennemis. D'une part, le capitalisme avec son marché produit des inégalités, soumet les gens à ses objectifs de rentabilité, détruit les liens entre individus... D'autre part, l'État contrôle, rigidifie, gouverne... Dans ces deux logiques, la vie est gérée ailleurs que là où elle se déroule et par d'autres que ceux qui la vivent. Chacun est dépossédé de ce qui le concerne au profit de l'intérêt public défini par l'État et/ou du marché. En réponse, le terme « commun » porte cette revendication que l'ensemble des éléments naturels (l'eau, le gaz, la terre...) et artificiels (le langage, les espaces de vie, l'organisation du travail...) qui nous concernent soient notre propriété commune et soient gérés selon la voie d'une démocratie radicale. Ces éléments doivent être utilisés, entretenus, gouvernés et travaillés en commun sans qu'une instance supérieure à l'individu et aux communautés concrètes qu'il institue avec les autres, prétende les gérer. C'est un gouvernement par le bas, où les seules entités de gestion et de décision peuvent être celles qui sont pensées, décidées, construites et animées par celles et ceux qui prennent part.

Abstract :

The project of the common is opposed to two enemies. On the one hand, capitalism with its market produces inequalities, subjects people to its profitability objectives, destroys links between individuals... On the other, the state controls, rigidifies and governs... In both logics, life is managed elsewhere than where it takes place, and by people other than those who live it. Everyone is dispossessed of what concerns them, to the benefit of the public interest defined by the state and/or the market. In response, the term "common" demands that all the natural (water, gas, land, etc.) and artificial (language, living spaces, organization of work, etc.) elements that concern us should be our common property, and should be managed according to the principles of radical democracy. These elements must be used, maintained, governed and worked on in common, without any authority higher than the individual and the concrete communities he or she establishes with others, claiming to manage them. It's a government from below, where the only management and decision-making entities can be those that are thought out, decided, built and animated by those who take part.